

5.3 ANALYSE LONG TERME DU COMPTE DE PROFITS ET PERTES DES ÉTABLISSEMENTS DE CREDIT LUXEMBOURGEOIS*

5.3.1 Introduction

La place financière du Luxembourg a connu de nombreuses évolutions au fil des trois décennies passées qui ont incontestablement eu leur influence sur l'environnement bancaire. En effet, ce n'est qu'à partir des années 60 que les marchés financiers découvrirent le Luxembourg qui servira dès lors de plate-forme à leurs activités internationales. Après la croissance rapide des eurobanques dans les années 70, la clientèle de la banque privée émergea dans les années 80 pour céder de plus en plus sa place à l'industrie des organismes de placement collectif à partir des années 90 jusqu'à aujourd'hui.

Le compte de profits et pertes est à la fois un document comptable et un état financier représentant les postes des produits (revenus) et des charges (frais) relatifs à l'activité des établissements de crédit. L'analyse des principales composantes du compte de profits et pertes montre non seulement l'évolution des métiers de banque grâce aux revenus générés mais aussi les hauts et les bas que le secteur financier a connu au fil du temps.

La présente étude portera sur les évolutions à long terme du compte de profits et pertes des banques luxembourgeoises, d'une part annuelles de 1977 à 2006 et d'autre part trimestrielles de 1994/12 à 2006/12.

5.3.2 Méthodologie et explications sur le compte de profits et pertes⁷⁶

Il convient de noter que les principes méthodologiques appliqués à l'élaboration du compte de profits et pertes sont conformes à la méthodologie générale mise au point par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF).

5.3.2.1 Couverture institutionnelle et géographique

Les données utilisées dans cette analyse couvrent les résultats de toutes les banques établies ou constituées au Luxembourg, y compris les succursales des banques étrangères et les succursales à l'étranger des établissements luxembourgeois.

5.3.2.2 Etendue temporelle / Actualité / Unités de mesure

L'agrégat du compte de profits et pertes est calculé et rapporté sur base trimestrielle et sur base annuelle. Afin de pouvoir mesurer l'évolution trimestrielle individuelle, il est nécessaire de décomposer l'agrégat trimestriel par

soustraction simple. Les chiffres annuels sont disponibles pour les années allant de 1977 à 2006, les chiffres trimestriels, eux, ne sont disponibles qu'à partir du premier trimestre 1994 jusqu'au quatrième trimestre 2006.

Toutes les données relatives au compte de profits et pertes et à la somme de bilan sont exprimées en millions d'euros sauf les données relatives à l'effectif et au nombre de banques qui sont exprimées en unités simples.

5.3.2.3 Terminologie

Etant donné la ventilation et les spécificités de certaines catégories du compte de profits et pertes et afin d'améliorer la meilleure compréhension de celui-ci, il importe d'expliquer davantage la composition de quelques lignes-clés.

Le produit bancaire: le produit bancaire est la somme de tous les revenus d'un établissement de crédit. Le produit bancaire peut être subdivisé en cinq catégories: la marge sur intérêts, les revenus nets sur réalisation de titres, les revenus nets sur commissions, les revenus nets sur opérations de change et les revenus divers nets. Parmi ces grandes catégories les revenus les plus importants proviennent de la marge sur intérêts et des revenus sur commissions:

- La marge sur intérêts correspond à la différence entre les intérêts et produits assimilés (il s'agit entre autres des intérêts courus, échus ou non échus des positions suivantes: intérêts sur effets publics et autres effets admissibles au refinancement auprès de la banque centrale; intérêts sur créances sur les établissements de crédit; intérêts sur créances sur la clientèle; intérêts sur opérations de crédit-bail; intérêts sur obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe; bénéfiques à caractère d'intérêts sur opérations de change; bénéfiques à caractère d'intérêts sur instruments financiers; commissions et autres produits à caractère d'intérêts; autres intérêts et produits assimilés) et les intérêts et charges assimilés (il s'agit des intérêts courus, échus ou non échus des positions suivantes: intérêts sur dettes envers les établissements de crédit; intérêts sur dettes envers la clientèle; intérêts sur dettes représentées par un titre; bons de caisse; obligations, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables; autres; pertes à caractère d'intérêts sur opérations de change; pertes à caractère d'intérêts sur instruments financiers; commissions et autres charges à caractère d'intérêts; autres intérêts et charges assimilées).

* Analyse rédigée par Tom Bergh

⁷⁶ Les informations proviennent de la Banque centrale du Luxembourg. La majorité des données relatives au compte de profits et pertes peut être retrouvée sur www.bcl.lu.

- Les revenus nets sur commissions reprennent tous les produits relatifs à des services à caractère bancaire ou financier fournis à des tiers. Il s'agit notamment: des commissions résultant de la détention d'avoirs de tiers (les droits de garde de titres et de dividendes); des commissions sur encaissement de coupons et des commissions touchées sur les opérations fiduciaires; des commissions pour la gestion de fortune; des commissions sur opérations de change pour compte de tiers; des commissions de transactions sur titres pour compte de tiers; des revenus sur location de coffres-forts ou encore des commissions pour tenue de compte.
- Les revenus nets sur divers: cf. 5.3.5 de la présente analyse

Au niveau des frais on distingue deux grandes catégories, à savoir les frais de personnel et les frais d'exploitation:

- Les frais de personnel incluent les salaires et traitements (les traitements et salaires bruts du personnel, les allocations de treizième mois, les gratifications et primes de bilan ou participations au bénéfice, les rémunérations des prestations effectuées par le personnel temporaire); les charges sociales (la part patronale due à la sécurité sociale, la part patronale versée aux institutions de sécurité sociale nationales ou étrangères, la partie de la contribution au fonds de chômage calculée sur les appointements, les primes d'assurance-vie contractées par la banque en faveur du personnel, les primes payées à des institutions de prévoyance pour pensions supplémentaires ou allocations extra-légales, les allocations aux fonds de pension constitués auprès de la banque

et finalement les dotations à un régime complémentaire de pension en faveur du personnel); les autres frais de personnel (la masse d'habillement, les indemnités spéciales pour le personnel telles que les tickets de repas, les ristournes d'intérêts dans le cas où l'employé a contracté un prêt auprès d'un autre établissement bancaire ou non, les indemnités des conseils d'administration et de surveillance, des comités exécutifs et de crédit et finalement toutes autres allocations extraordinaires).

- Au niveau des charges d'exploitation, on distingue les frais et dépenses de fonctionnement encourus par la banque dans le cadre de son activité, la part de la banque dans les frais de personnel et de fonctionnement de la CSSF, les cotisations à la Chambre de Commerce, à l'AGDL, etc., les frais d'établissement, les frais de recherche et de développement, les frais relatifs aux concessions, brevets, licences, marques, droits et valeurs similaires créées par l'entreprise elle-même.

5.3.3 Analyse annuelle des évolutions de l'agrégat du compte de profits et pertes de 1977 à 2006

Afin de pouvoir analyser les évolutions à long terme de l'agrégat du compte de profits et pertes des banques luxembourgeoises, il faut également examiner quelques variables sortant de ce cadre en particulier la somme de bilan et l'effectif. Ainsi, la somme de bilan a évolué de 1 501% pour passer de 52 429 millions d'euros en 1977 à plus de 839 565 millions d'euros fin 2006. L'évolution positive de celle-ci est certainement due à l'évolution positive du secteur financier.

Tableau 1 *Evolution des chiffres-clés des établissements de crédit entre 1977 et 2006 (en millions d'euros et en pourcentage)*

	Base = 1977	1987	Variation		1997	Variation		2006	Variation	
			Absolue	Relative		Absolue	Relative		Absolue	Relative
Produit bancaire	707	2,655	1,948	276%	5,739	5,032	712%	10,963	10,256	1451%
dont marge sur intérêt	553	2,125	1,572	284%	3,158	2,605	471%	4,913	4,360	788%
dont revenus nets sur commissions	52	263	211	406%	1,708	1,656	3185%	3,800	3,748	7208%
dont revenus nets sur divers	5	69	64	1280%	-62	-67	-1340%	1,678	1,673	33460%
dont revenus sur réalisation de titres	10	114	104	1040%	667	657	6570%	106	96	960%
dont revenus sur opérations de change	87	84	-3	-3%	268	181	208%	466	379	436%
Frais de personnel et frais d'exploitation	193	809	616	319%	2,181	1,988	1030%	3,910	3,717	1926%
dont frais de personnel	129	516	387	300%	1,264	1,135	880%	2,264	2,135	1655%
dont frais d'exploitation	64	293	229	358%	917	853	1333%	1,646	1,582	2472%
Bénéfice net	167	386	219	131%	1,783	1,616	968%	5,728	5,561	3330%
Autres variables										
Effectif	6,306	12,736	6,430	102%	19,135	12,829	203%	24,734	18,428	292%
Somme de Bilan	52,429	215,320	162,891	311%	516,572	464,143	885%	839,565	787,136	1501%
Nombre de banques	90	127	37	41%	215	125	139%	156	66	73%

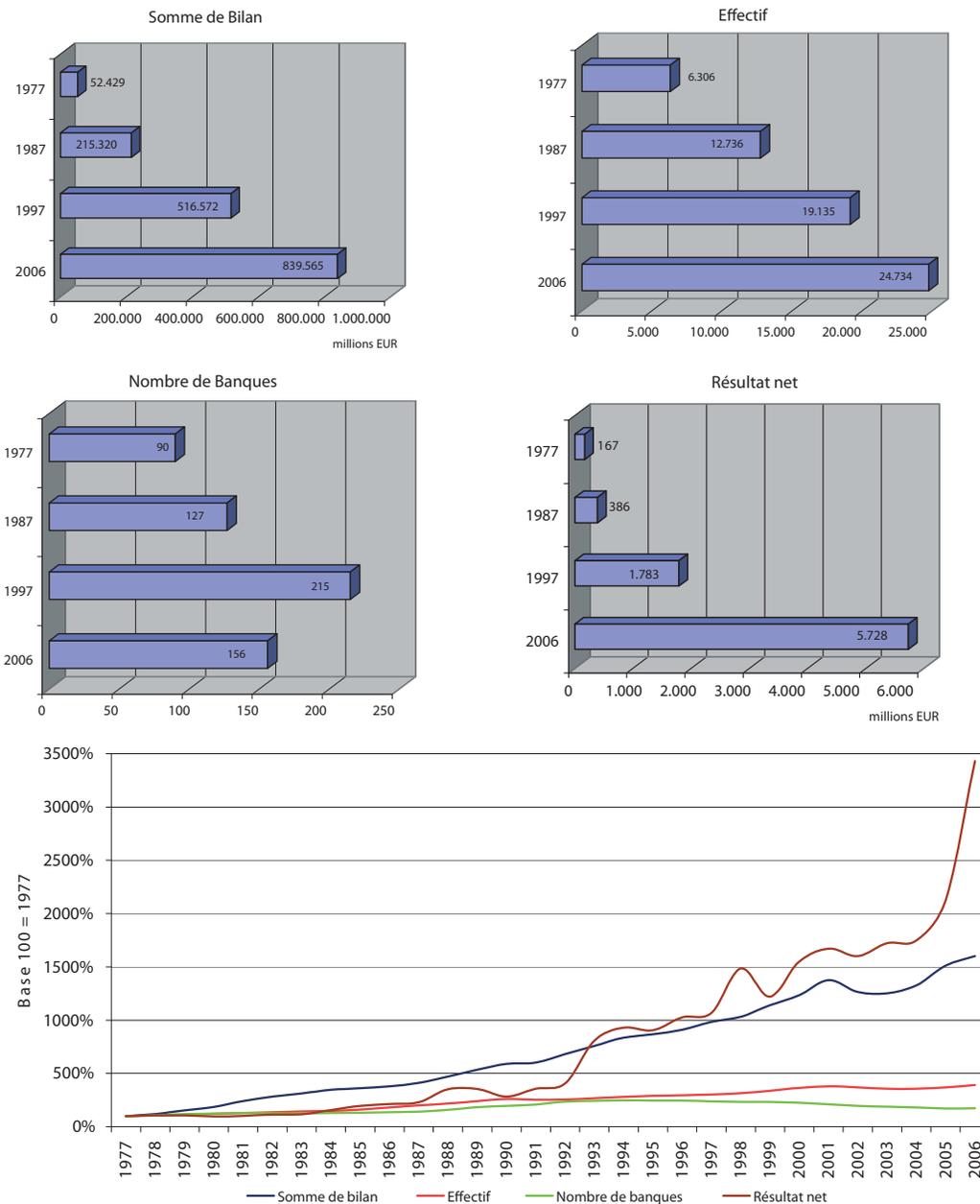
Source: BCL.

Le nombre de banques, quant à lui, a décliné constamment à partir de 1999, témoignant du processus de consolidation qui a pris son début dans le secteur bancaire dans les années 1990 à travers de nombreuses restructurations et fusions intervenues au niveau des mai-

sons mères à l'étranger jusqu'à nos jours. A côté de ceci, on observe que l'effectif des employés a augmenté de 6 306 personnes en 1977 à 12 736 personnes en 1987 et 19 135 personnes en 1997 pour atteindre 24 734 personnes en 2006 (+292% par rapport à 1977).

Graphique 1

Evolution des chiffres-clés des établissements de crédit entre 1977 et 2006



Source: BCL

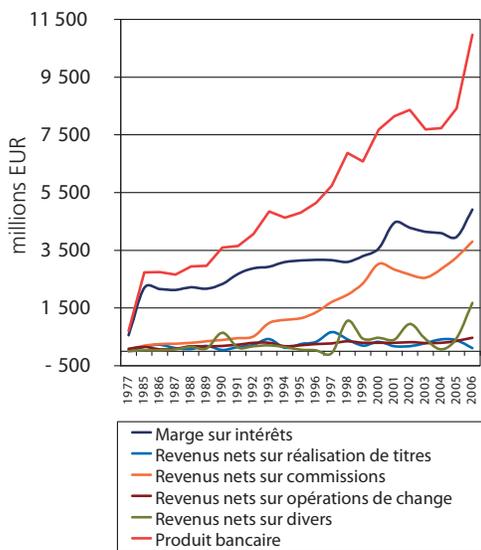
5.3.3.1 Analyse des revenus

Les revenus totaux correspondant au produit bancaire ont progressé de 1451% durant la période de référence. En chiffres absolus, ceci représente une hausse substantielle de 10 256 millions d'euros.

Parmi les composantes du produit bancaire, les revenus nets sur commissions ont évolué de 7208% pour passer de 52 millions d'euros à 3 800 millions d'euros entre 1977 et 2006 tandis que la marge sur intérêts a seulement progressé de 788% correspondant à 553 millions d'euros en 1977 par rapport à 4 913 millions d'euros fin 2006. La hausse de 33460% ou 1 673 millions d'euros des revenus nets sur divers doit cependant être interprétée avec prudence vu leur nature volatile et leur faible niveau de 5 millions d'euros en 1977 par rapport à un niveau historiquement haut en 2006.

Graphique 2

Evolution des principaux postes de revenus du compte de profits et pertes entre 1977 et 2006 (en millions d'euros)

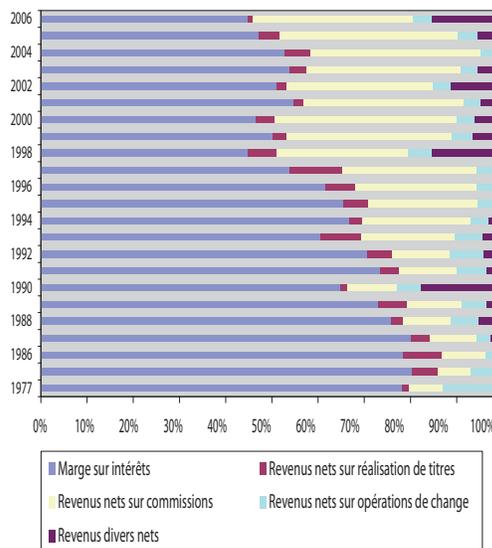


Source: BCL

Les performances des positions individuelles des revenus bancaires ne varient non seulement en elles-mêmes mais leurs pondérations relatives dans le produit bancaire changent également à travers le temps. Ceci est le reflet des politiques d'investissement changées entre 1977 et 2006, sans doute avec l'arrivée de nouveaux produits et au détriment de la marge sur intérêts.

Graphique 3

Evolution de la structure des principaux revenus bancaires entre 1977 et 2006



Source: BCL

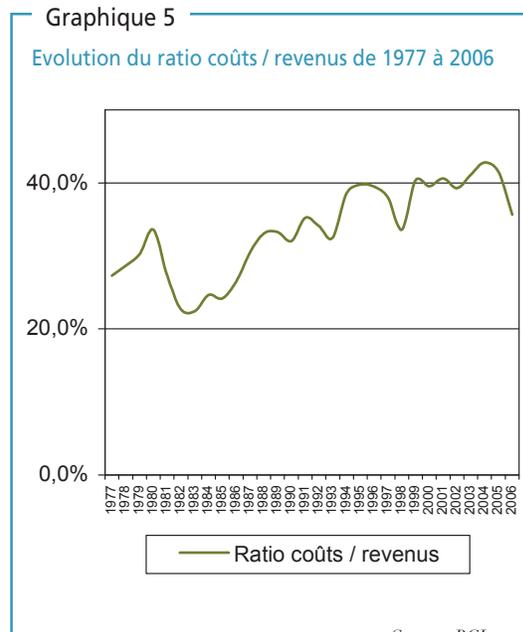
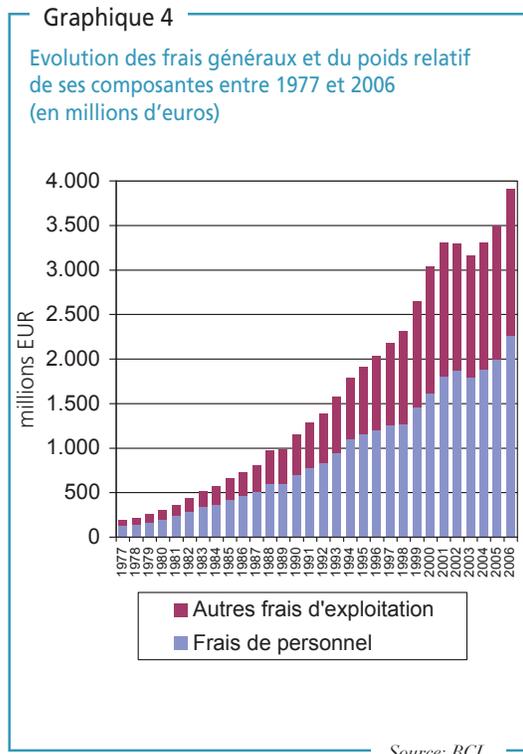
La part de la marge sur intérêts dans le total des revenus reste la plus importante, mais a diminué pour passer de 78,2% en 1977 à 44,8% en 2006. La part des revenus nets sur commissions par contre passe pendant la même période de 7,3% à 34,6%.

5.3.3.2 Analyse des coûts

En chiffres absolus, les frais s'élevaient à 193 millions d'euros en 1977, 809 millions d'euros en 1987 (+319%), 2 181 millions d'euros en 1997 (+1030%) et 3 910 millions d'euros fin 2006 (+1926%). Il est intéressant de noter, que les charges d'exploitation correspondaient en 1977 à seulement 33% des frais totaux tandis que la majeure partie était constituée par

les frais de personnel. Suite à la révolution électronique et au phénomène de l'outsourcing entre autres, la situation a sensiblement changée et fin 2006, les frais de personnel ne représentent plus que 58% alors que les charges d'exploitation s'élèvent à 42% du total des frais totaux.

coûts/revenus des banques installées au Luxembourg reste favorable par rapport à la moyenne de l'Union européenne des 15. Celle-ci s'élevait à 60,4% pour l'année 2003 à titre d'exemple. Cette comparaison ne tient cependant pas compte des différences dans les modèles d'activités entre ces deux groupes de banques.



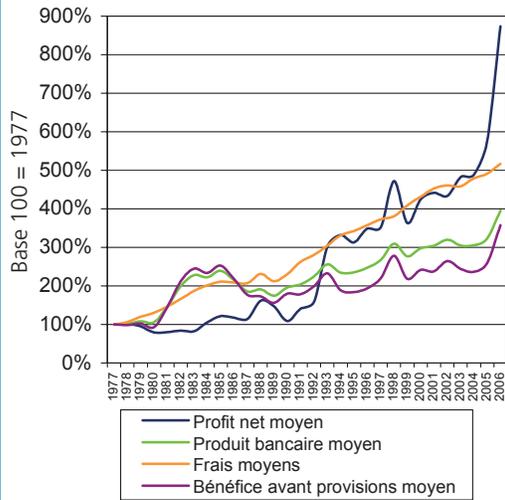
L'évolution des coûts par rapport aux revenus entre 1977 et 2006 peut être illustrée par l'évolution du ratio coûts/revenus. Ce ratio, indicateur de l'efficacité opérationnelle, est passé de 27,3% en moyenne pondérée en 1977 à 35,7% en 2006. La croissance du ratio s'explique essentiellement par une augmentation accélérée des coûts par rapport au produit bancaire durant cette période. La progression des coûts est devenue incontournable suite aux profondes transformations aussi bien au niveau des produits qu'au niveau technologique qu'a connu l'industrie financière. Alors qu'en 1977, seulement 6 306 employés travaillaient dans les établissements de crédit et que l'informatisation n'était qu'à ses débuts, fin 2006 les établissements de crédit emploient un effectif total de 24 734 personnes et les coûts d'informatisation en particulier se sont multipliés. Il reste à noter que le ratio

5.3.3.3 Analyse des résultats dans le contexte national

Alors que le produit bancaire moyen par employé, les frais moyens par employé et le bénéfice avant provisions moyen par employé connaissent des progressions similaires, le profit net moyen par employé accélère sa progression à partir de 1993. Cette accélération s'explique par le fait, que les banques de la place ont constitué à partir de 1994 sensiblement moins de provisions que dans la période allant de 1977 à 1993.

Graphique 6

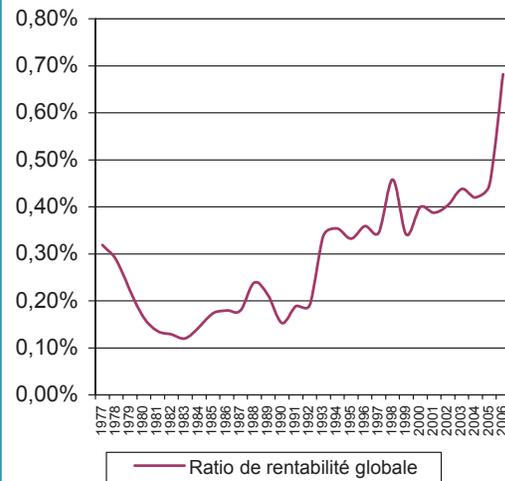
Evolution des résultats moyens



Source: BCL

Graphique 7

Evolution du ratio de rentabilité globale



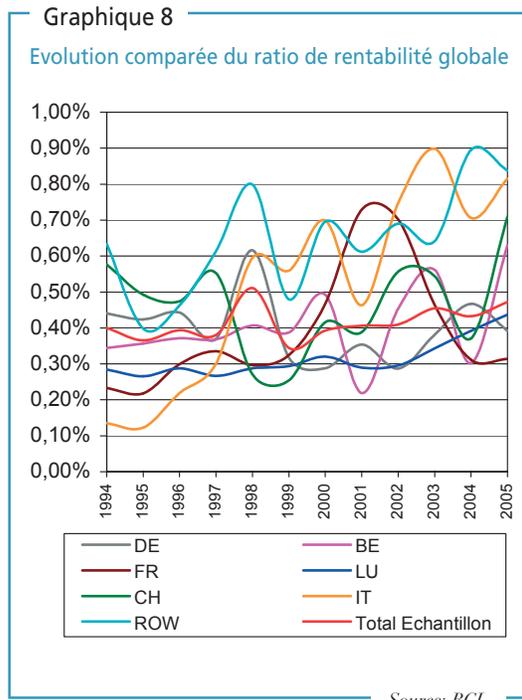
Source: BCL

Le ratio de rentabilité globale correspond au résultat net*100 divisé par le total actif. Ce ratio similaire au ratio ROA (return on assets) exprime de façon assez globale le rendement des actifs des établissements luxembourgeois. Entre 1977 et 2006 le ratio s'améliore et progresse de 0,32% à 0,68% mais en passant par une phase de dépression prolongée qui reflète l'intensité de la contribution de provisions durant cette période.

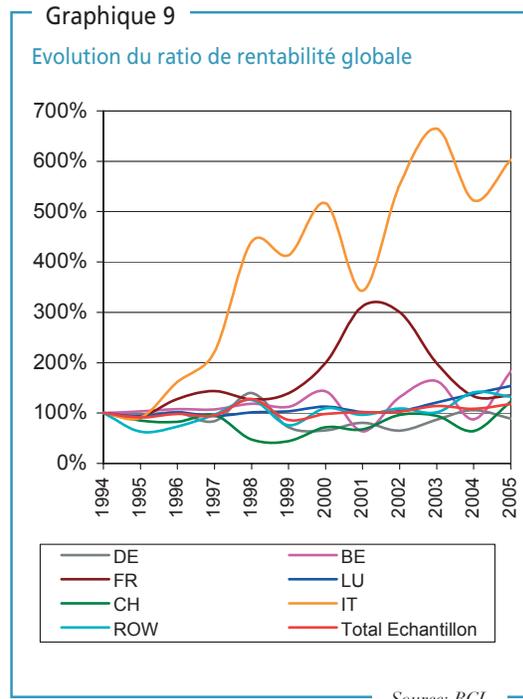
Afin de pouvoir comparer la performance des différents établissements de crédit présents sur la place, il faut composer une base homogène, c'est-à-dire un échantillon qui comprend uniquement les banques qui étaient continuellement présentes sur la place. Dans ce contexte il importe de faire trois remarques:

- a) Les succursales des établissements de crédit originaires des pays de l'Union européenne peuvent remettre un compte de profits et pertes simplifié. Une vingtaine de ces succursales profite de cette opportunité. Cet aspect de notre analyse se concentre toutefois sur les établissements de crédit qui remettent le rapport «Compte de profits et pertes» détaillé, soit environ 90% des établissements de crédit luxembourgeois.
- b) Notre échantillon représente en termes de somme de bilan environ 90% des banques présentes sur la place ou 106 établissements de crédit en chiffres absolus. Parmi ces 106 établissements de crédit, on compte 18 nationalités différentes qui sont regroupées en 6 nationalités individuelles (95% de l'échantillon) le reste étant regroupé sous la dénomination ROW (Rest Of World – 5% de l'échantillon – 12 nationalités).

- c) La nature des activités économiques et les revenus y attachés peut sensiblement différer de banque à banque.



Le graphique 9 montre l'évolution du ratio de rentabilité globale à partir d'une base commençant en 1994. Il montre des progressions similaires sauf pour les banques d'origine italienne et d'origine française qui affichent des fluctuations plus importantes. Ce phénomène peut principalement être expliqué par le nombre et la taille des fusions qui ont eu lieu entre les acteurs de cette origine.



Finalement, il nous reste à constater, que les banques de nationalité luxembourgeoise affichent une amélioration continue de leur ratio de rentabilité globale pour passer de 0,28% en 1994 à 0,44% en 2005. De cette façon, ils devancent non seulement leurs concurrents allemands, français et suisses mais aussi la performance de l'échantillon total au niveau du rythme de croissance pour la période allant de 1994 à 2005.

5.3.3.4 Analyse des résultats dans le contexte européen

Afin de pouvoir analyser la place financière du Luxembourg dans le contexte européen, nous avons composé un échantillon de pays s'étendant sur les années 1994 à 2005. Toutefois, il faudra considérer les résultats obtenus avec précaution vu que la couverture institutionnelle de l'échantillon a été largement dictée par la disponibilité des données⁷⁷ sur les comptes de revenus et de dépenses des banques.

77 Données disponibles de 1994 à 2005 pour: AT; CH; DE; ES; GR; IE; IT; LU; NL; PT

Dans ce contexte, il importe de préciser que:

- ce volet de notre analyse a été établi sur base de données complétées suivant la méthodologie utilisée par l'organisation de coopération et de développement économiques dans sa publication sur la rentabilité des banques⁷⁸ de ses pays membres;
- la couverture des banques figurant dans notre échantillon n'est pas la même dans chaque pays;
- il existe des différences dans les secteurs bancaires nationaux c'est-à-dire que la nature des activités économiques et les revenus y attachés peuvent sensiblement différer de pays à pays et de banque à banque;
- les données relatives au Luxembourg couvrent toutes les banques établies ou constituées au Luxembourg, y compris les succursales des banques étrangères. Les succursales étrangères de banques luxembourgeoises sont comprises dans les chiffres relatifs au compte de pertes et profits.

Tableau 2 *Evolution annuelle des principaux postes du compte de profits et pertes (en millions d'euros et en pourcentage)*

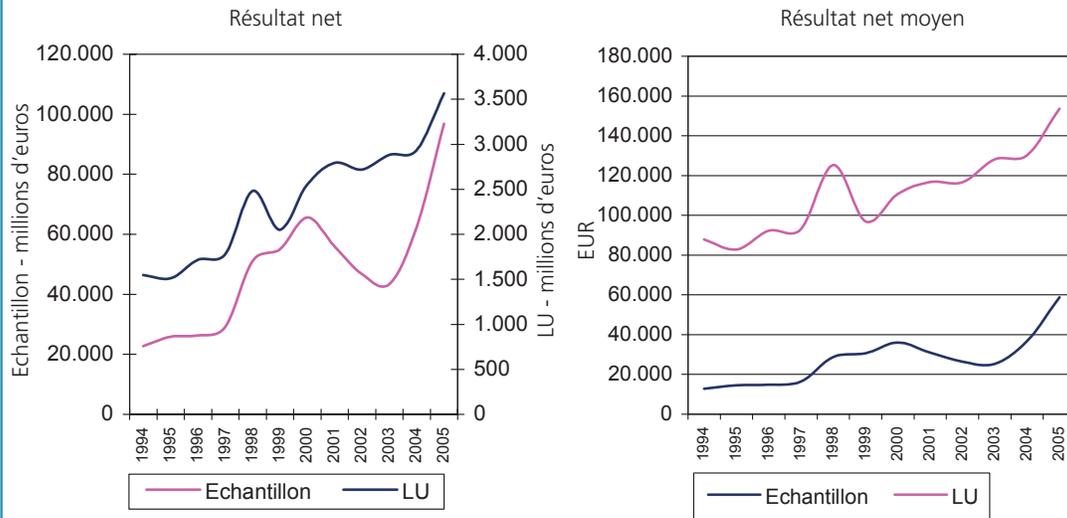
	Base = 1994			2000					2005				
	Echantillon	LU	Prorata LU	Echantillon	LU	Prorata LU	Variation		Echantillon	LU	Prorata LU	Variation	
							Echantillon	LU				Echantillon	LU
Produit bancaire	206,811	4,630	2%	342,160	8,028	2%	65%	73%	400,303	8,381	2%	94%	81%
dont marge sur intérêt	153,240	3,098	2%	198,495	3,703	2%	30%	20%	240,473	3,961	2%	57%	28%
Frais de personnel et frais d'exploitation	223,269	2,082	1%	361,310	3,618	1%	62%	74%	398,670	3,494	1%	79%	68%
dont frais de personnel	78,806	1,103	1%	120,084	1,716	1%	52%	56%	131,005	1,994	2%	66%	81%
dont frais d'exploitation	144,462	979	1%	241,226	1,902	1%	67%	94%	267,665	1,500	1%	85%	53%
Revenus nets avant provisions	78,318	2,548	3%	128,435	4,410	3%	64%	73%	164,851	4,888	3%	110%	92%
Bénéfice net	22,684	1,549	7%	65,611	2,553	4%	189%	65%	96,863	3,566	4%	327%	130%
Autres variables													
Effectif	1,779,000	18,000	1%	1,822,000	23,000	1%	2%	28%	1,648,519	24,000	1%	-7%	33%
Nombre de banques	6,847	222	3%	5,344	202	4%	-22%	-9%	4,448	155	3%	-35%	-30%

Source: OCDE, BCL

78 Publication disponible sur www.sourceoecd.org

Graphique 10

Evolution du résultat net et du résultat net moyen 1994 – 2005 (en millions d'euros et euros)

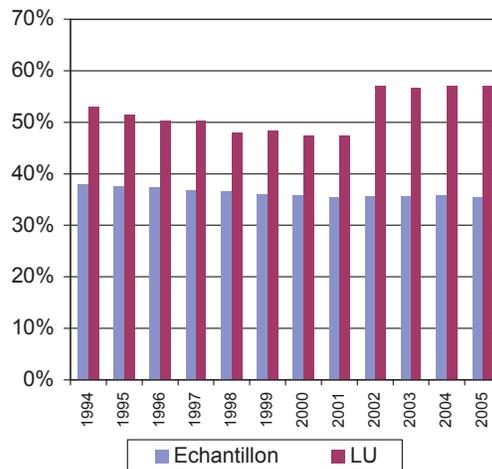


Source: OCDE, BCL

A l'exception des années 1999 et 2002, le secteur bancaire luxembourgeois a su progresser son résultat net d'année en année tandis que notre échantillon montre une évolution beaucoup plus volatile. Au niveau des résultats moyens on observe des niveaux nettement plus élevés au Luxembourg par rapport à la moyenne de l'échantillon. En effet, alors que notre échantillon affiche une évolution plus rapide au niveau des chiffres relatifs, les résultats moyens de la place financière du Luxembourg sont en moyenne de 354% plus élevés en termes de chiffres absolus.

Graphique 11

Part relative des frais de personnel dans les frais généraux



Source: BCL

Du côté frais, on observe d'une part qu'en moyenne la part relative des frais de personnel est plus élevée pour la place financière du Luxembourg (52%) que dans notre échantillon (36%). Cette tendance peut partiellement être expliquée par une masse salariale plus importante générée par la main-d'œuvre hautement qualifiée et spécialisée qui est présente sur la place. D'autre part les charges d'exploitation sont plus élevées dans notre échantillon qu'au Luxembourg.

5.3.4 Analyse trimestrielle des évolutions de l'agrégat du compte de profits et pertes de 1994/12 à 2006/12

Tandis qu'une analyse détaillée du compte de profits et pertes de l'année 2006 peut être trouvée dans le chapitre 3 de cette revue, cette partie est axée sur l'analyse des évolutions trimestrielles entre 1994/12 et 2006/12. En grandes lignes, l'analyse trimestrielle confirme les résultats constatés lors de l'analyse annuelle. Additionnellement, l'étude des chiffres trimestriels désagrégés nous permet de retracer précisément les évolutions de la dernière décade.

Tableau 3 Evolution trimestrielle des principaux postes du compte de profits et pertes (en millions d'euros et en pourcentage)

	Base =		Variation		Variation		
	1994 / 12	2000 / 12	Absolue	Relative	2006 / 12	Absolue	Relative
Produit bancaire	1007	1792	785	78%	2771	1764	175%
dont marge sur intérêt	730	808	78	11%	1514	784	107%
dont sur réalisation de titres	34	55	21	63%	-120	-154	-452%
dont sur commissions	248	666	419	169%	923	675	273%
dont sur opérations de change	33	104	71	219%	103	70	215%
dont sur divers	-37	159	195	531%	351	388	1054%
Frais de personnel et d'exploitation	454	812	358	79%	1052	598	132%
dont frais de personnel	269	425	157	223%	598	329	123%
dont frais d'exploitation	185	387	202	245%	454	269	145%
Résultat net	469	506	36.45	8%	1512	1043	222%

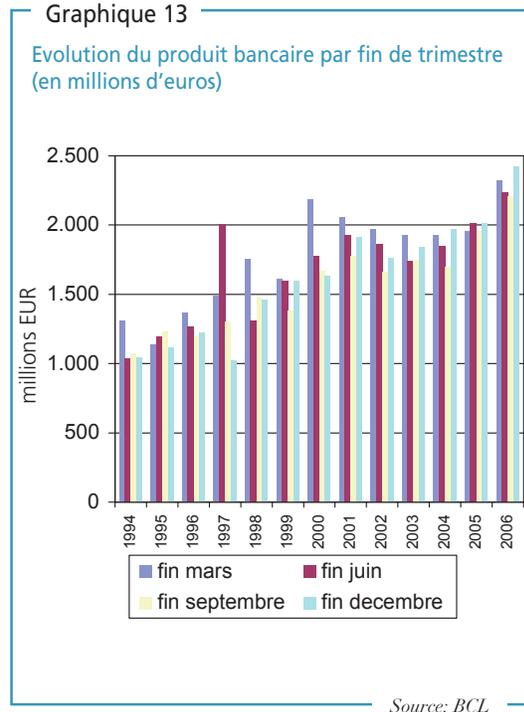
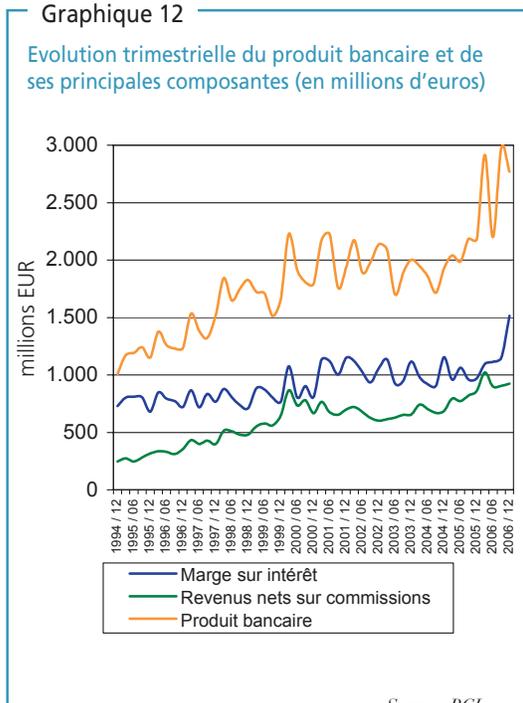
Source: BCL

5.3.4.1 Analyse des revenus

Au niveau du produit bancaire par trimestre, on est actuellement en présence de niveaux historiquement hauts et dépassant ceux du troisième trimestre 2000. En effet, 2006/09 et 2006/12 sont de 34% respectivement 24% plus hauts que 2000/03. Les revenus avancent ainsi de 175% ou 1 764 millions d'euros entre 1994/12 et 2006/12. Alors que la marge sur intérêts affiche une évolution de quelque 107%, les revenus

nets sur commissions progressent en même temps de 273% ou 675 millions d'euros.

Le graphique 10 ci-joint confirme que les revenus représentés par la marge sur intérêts perdent en importance dans le produit bancaire trimestriel au profit des revenus nets sur commissions. Ainsi, à titre d'exemple, la différence entre la marge sur intérêts et les revenus nets sur commissions ne représentait plus que 71 millions d'euros ou 7% au premier trimestre 2006.



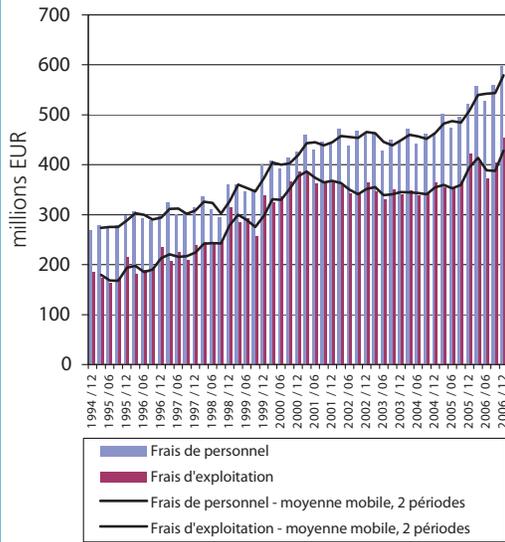
En éliminant la volatilité que les revenus nets sur divers apportent au produit bancaire, le graphique 11 nous renseigne que les trimestres les plus productifs en termes de revenus sont classiquement les deux premiers trimestres et que les trimestres les moins productifs correspondent aux deux derniers trimestres. La période des congés d'été au troisième trimestre peut être à l'origine des revenus moindres.

5.3.4.2 Analyse des coûts

En diversifiant leurs activités en direction d'opérations de conseil et de gestion patrimoniale en relation avec une clientèle privée et institutionnelle, les banques ont encouru des coûts de production accrus afin de mettre en place l'infrastructure immobilière, matérielle, technique et humaine requise. A ceci, s'ajoutent en fin de période des frais supplémentaires générés par des modifications du cadre réglementaire en particulier l'introduction des normes comptables internationales ou encore de Bâle II. Ainsi les frais progressent de 132% ou 598 millions d'euros entre le dernier trimestre 1994 et le dernier trimestre 2006. Le ralentissement de l'évolution des frais entre 2001/03 et 2004/09 est essentiellement dû aux suites de l'éclatement de la bulle spéculative dans les marchés boursiers et aux attentats du 11 septembre 2001.

Graphique 14

Evolution des frais de personnel et des charges d'exploitation entre 1994/12 et 2006/12 (en millions d'euros)



Source: BCL

La tendance observée lors de l'analyse annuelle de l'évolution du poids des types de coûts se confirme. En effet, la part relative des frais de personnel est marquée par une tendance globale à la baisse pour se stabiliser vers le 1^{er} trimestre 2002 et oscille dès lors autour des 57%. Les charges d'exploitation quant à elles augmentent jusqu'au premier trimestre 2001 et se stabilisent ensuite dans les environs de 43%.

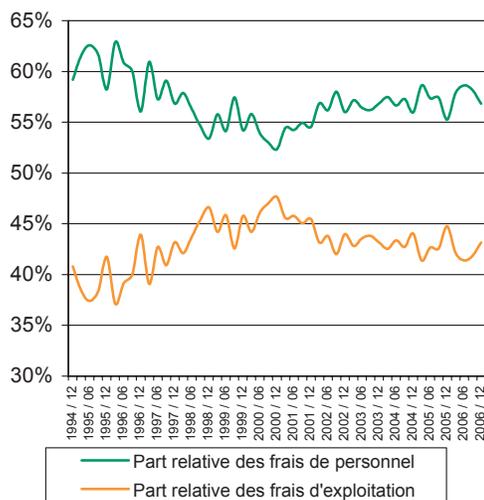
5.3.5 La particularité des revenus nets sur divers

Les revenus nets sur divers ou encore revenus exceptionnels reprennent les produits qui ont une fréquence inhabituelle et qui ne proviennent pas des activités ordinaires des établissements de crédit. Tous les éléments qui ne répondent pas simultanément à ces deux caractéristiques sont à traiter comme des postes reprenant les produits ordinaires. Les revenus nets sur divers comprennent également d'autres produits comme les résultats issus d'un changement de méthode comptable ou encore les résultats issus de corrections d'erreurs ou d'omissions significatives relatives aux exercices antérieurs.

Il faut toutefois considérer les revenus nets sur divers avec vigilance vu leur nature volatile et non récurrente tel que le montre le graphique 14.

Graphique 15

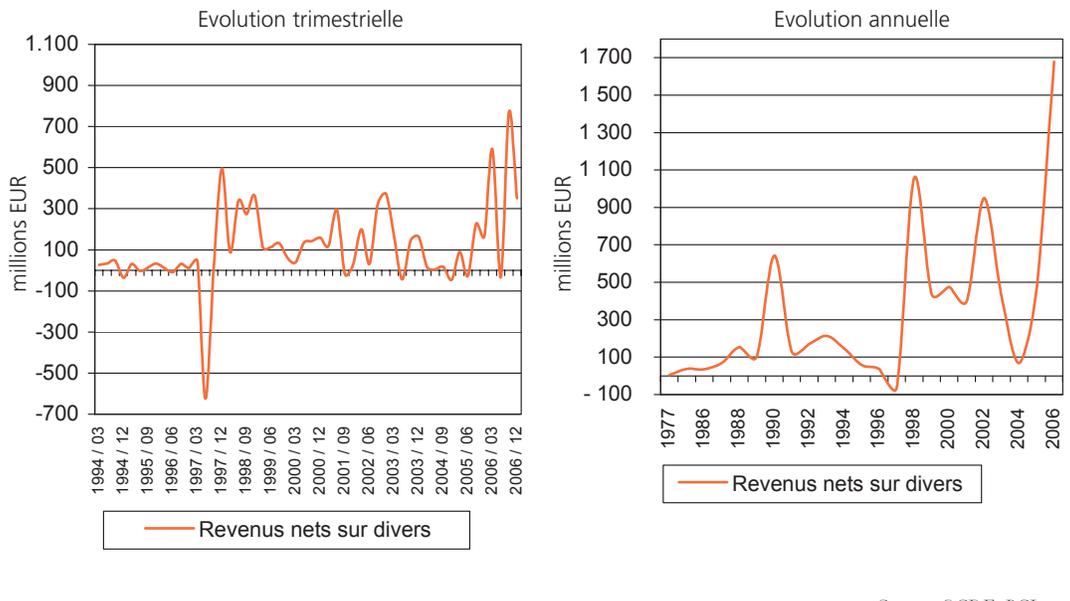
Evolution de la part relative des frais de personnel et des charges d'exploitation dans les frais entre 1994/12 et 2006/12



Source: BCL

Graphique 16

Evolutions trimestrielles et annuelles des résultats nets sur divers



Source: OCDE, BCL

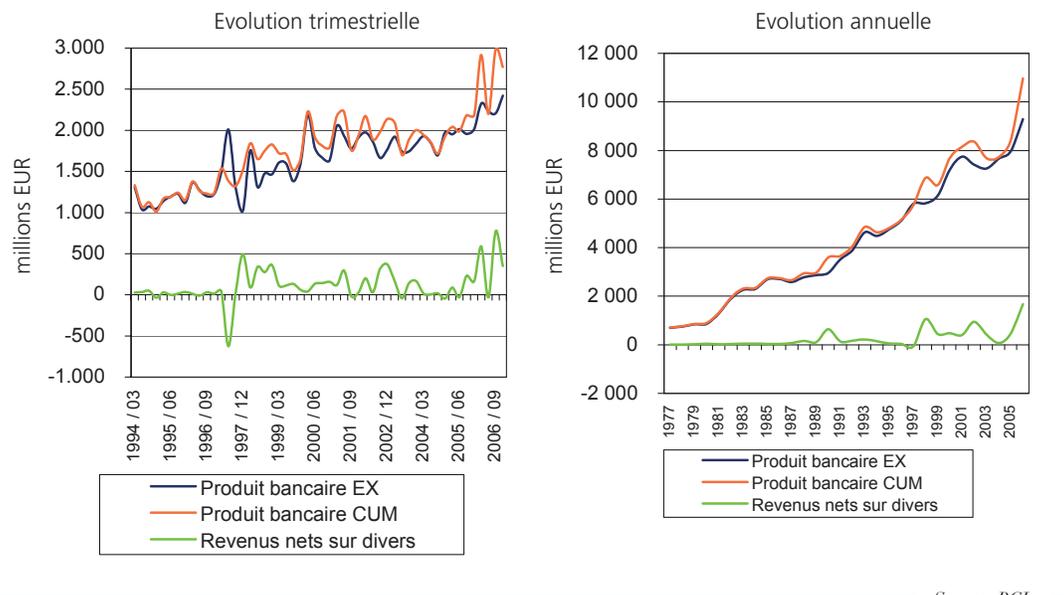
Les pointes en 1998, 2002 et finalement en 2006 peuvent être expliquées par la réalisation de participations (suite à une fusion ou une introduction en bourse) que les banques de la place ont détenu dans les sociétés telles que la Société européenne des satellites (introduction en bourse en 1998), Clearstream (fusion avec Deutsche Börse Clearing en 2002) ou encore Arcelor (fusion avec Mittal Steel en 2006). Les revenus nets sur divers se soldent en 1997 par un chiffre négatif sous l'influence d'une série d'opérations de trading sur actions et produits dérivés particulières à une banque⁷⁹.

Finalement, afin d'illustrer cette situation davantage, le graphique 17 ci-joint montre l'évolution du produit bancaire avec (CUM) et sans (EX) les revenus nets sur divers. L'évolution des revenus bancaires sans les revenus nets sur divers est moins volatile vu qu'elle représente uniquement les données relatives aux métiers-clés des banques.

79 Cf. rapport annuel IML 1997, page 55

Graphique 17

Impact des revenus nets sur divers sur le produit bancaire



Source: BCL

5.3.6 Le rôle des OPC / l'influence des OPC sur le compte de profits et pertes des établissements de crédit luxembourgeois

L'ère des fonds d'investissement a trouvé son essor véritable avec la directive européenne sur les organismes de placements collectifs en valeurs mobilières (OPVCM)⁸⁰ que le Luxembourg a transposé en tant que premier pays dans son cadre juridique national. Ainsi, l'industrie des fonds d'investissement, aujourd'hui un des piliers de la place financière du Luxembourg, a continuellement pu étendre son importance aussi bien au niveau national qu'au niveau européen et international. Ainsi, la valeur nette d'inventaire des fonds d'investissement a franchi le cap des 1 844 milliards d'euros fin décembre 2006.

Les banques quant à elles assurent non seulement les fonctions de banque dépositaire pour les fonds d'investissement mais encore, pour certains, d'administration centrale.

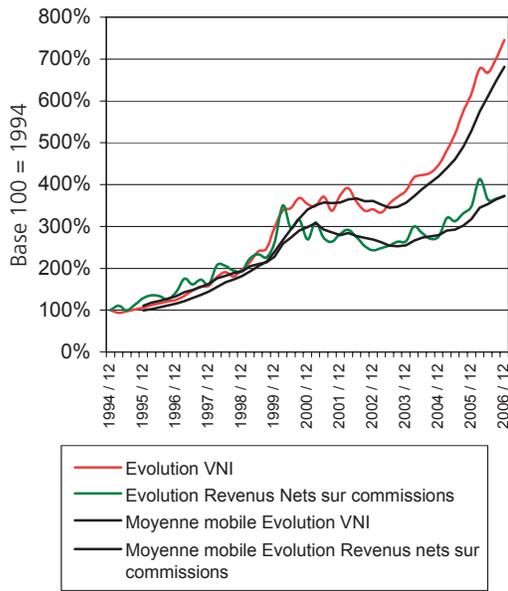
En analysant l'évolution de la valeur nette d'inventaire des fonds d'investissement et l'évolution des revenus nets sur commissions, on peut observer une forte corrél-

ation positive égale à 93%. Le développement favorable des commissions perçues est donc confirmé par une hausse continue de la valeur nette d'inventaire (VNI) des OPC sur base de laquelle sont calculées les commissions que ces derniers doivent verser aux banques.

⁸⁰ Directive CEE 85/611 du Conseil du 20 décembre 1985 portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant les organismes de placements collectifs en valeurs mobilières

Graphique 18

Evolution trimestrielle de la valeur nette d'inventaire des fonds d'investissement et des revenus nets sur commissions entre 1994 et 2006



Source: BCL